

SORTIE DES MOUDJAHIDINE ET RIPOSTE DES MOUHAFADHAS

Soutien des mouhafadhas de Sour-El-Ghozlane et Lakhdaria à Saâdani, en attendant Bouira

Comme il fallait s'y attendre, les réactions des mouhafadhas face à la sortie médiatique de certains moudjahidine qui ont appelé, de leur vœu à extirper le sigle FLN des griffes de l'actuelle direction du parti, à sa tête Ammar Saâdani et son groupe, ne se sont pas faites attendre. Ainsi, après les mouhafadhas de l'Est du pays, qui ont réagi en groupe, au Centre, le mot est apparemment donné pour que les réactions se fassent en individuel.

En tout cas, à Bouira, parmi les trois mouhafadhas qui existent depuis la restructuration du parti voulue par l'actuel SG, Ammar Saâdani et la création de trois mouhafadhas au lieu d'une, les mouhafadhas de Sour-El-Ghozlane et celle de Lakhdaria n'ont pas attendu longtemps pour réagir face à cette sortie médiatique.

Cependant, à lire les deux communiqués rendus publics par ces deux mouhafadhas le 1^{er} août dernier, l'on se rend compte que la Mouhafadha de Sour-El-Ghozlane est celle qui a le plus excellé dans l'allégeance, en rendant un communiqué des plus virulents contre ces moudjahidine qui ont «osé» remettre en question la légitimité de l'actuel

SG, Ammar Saâdani ainsi que leur proposition de mettre le sigle FLN au musée.

La sortie de ces authentiques moudjahidine est vue par les militants FLN de Sour-El-Ghozlane comme un crime de lèse-majesté puisque, dans leur communiqué et tout en rappelant leur soutien inconditionnel à la politique suivie par l'actuelle direction nationale conduite par le «frère» Ammar Saâdani, qui est là pour suivre à la lettre la feuille de route tracée par «son excellence, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika». Tout en réitérant leur soutien et leur encouragement aux efforts consentis par les différents corps de sécurité pour «assurer paix et stabilité à notre cher pays», les rédacteurs du communiqué,

considèrent «l'atteinte à la personne du frère Ammar Saâdani comme une ligne rouge à ne pas franchir». Sans plus. Moins allégeante, est la réaction de la Mouhafadha de Lakhdaria qui, intelligemment, a saisi l'inauguration d'un nouveau siège de la Mouhafadha FLN de Lakhdaria pour rendre publique une déclaration dans laquelle elle réitère son soutien à la direction actuelle du parti, à sa tête le «frère Ammar Saâdani». Il est vrai que le mouhafedh de Lakhdaria n'est autre que l'ex-sénateur et ex-P/APW, Abdelkader Gaci ; un homme rompu à la chose politique puisque, dans son communiqué, il met l'accent sur le soutien à l'actuel SG du parti, en l'occurrence Ammar Saâdani et ce, pour se préparer sereinement aux

prochaines joutes électorales desquelles le FLN se devra de sortir vainqueur. Une déclaration qui rejoint le communiqué du bureau politique du FLN qui a invité les militants de base à rester mobilisés et à s'unir derrière leur actuelle direction, en déjouant toute tentative de déstabilisation du parti.

Enfin, la troisième Mouhafadha, celle de Bouira, détenue par l'actuel sénateur Ziane Slimane, est pour l'instant silencieuse. Aucune réaction n'est venue face à la sortie médiatique du groupe de moudjahidine. Un silence que d'aucuns expliquent par la crise que traverse cette Mouhafadha, dont l'actuelle direction a toujours été contestée par une partie de la base.

Y. Y.

RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Hadjar lance les inscriptions définitives à partir de Boumerdès...

Il faut en convenir, l'Etat algérien a doté l'Université algérienne de technologie de pointe pour mener à bien l'opération d'inscription des nouveaux bacheliers et plus tard faciliter la gestion et les suivis du cursus de ces rentrants par les responsables administratifs et pédagogiques des facultés.

C'est ce qu'a constaté, jeudi matin, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Tahar Hadjar accompagné de la ministre-wali de Boumerdès Yamina Zerhouni, qui a effectué un déplacement à l'université M'hamed Bougara de Boumerdès (UMBB). Après avoir fait la tournée des salles (toutes climatisées) réservées à cette action et les moyens mobilisés par le recteur de l'UMBB, Abdelhakim Bentellis et son staff, le ministre a questionné les candidats à l'inscription et les cadres et agents affectés à cette tâche. Tous ont affirmé au ministre que l'opération se déroulait dans de bonnes conditions et les démarches rapides. Brièvement, le ministre a fait un premier bilan aux journalistes de cette opération nationale. «Nous lançons aujourd'hui à travers tout le territoire national les inscriptions des nouveaux étudiants. Tous les moyens humains, matériels et techniques sont mobilisés pour la réussite de cette opération.

Par ailleurs, cette année, nous utilisons une nouvelle programmation, c'est-à-dire un nouveau logiciel national «Progress» qui facilite grandement les actes d'inscriptions. En plus de l'inscription, ce logiciel est un outil dans la gestion et de suivi du cursus de chaque étudiant jusqu'au doctorat. Dans ce système, chaque étudiant dispose d'un matricule qui est unique au niveau national (le numéro de son bac ndlr).

En plus des informations puisées dans le fichier de l'Office national du baccalauréat, ce système est enrichi par des indications du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales sur la filiation de chaque étudiant. C'est ce qui a rendu les inscriptions faciles et rapides. Nous n'avons plus besoin d'écrire le nom du rentrant. L'introduction de son matricule suffit.»

L'offre et la demande déterminent la filière

Est-ce que l'université est en mesure d'accueillir dans de bonnes conditions toute la masse d'étudiants qui ont réussi au bac ; en clair est-ce que une place pédagogique est garantie à chaque inscription ? Sans hésiter, le ministre répond par l'affirmative, «il y a un équilibre entre les sortants et les rentrants. Il y aura sans doute de la pression dans certaines universités à cause des choix plus nombreux des nouveaux bacheliers». Le ministre corrige des informations sur la forte demande concernant cer-

taines filières. Selon lui, c'est le droit qui a fait l'objet d'une plus grande demande au niveau national ; il est question de 50 000 demandes et 36 000 pour la médecine.

Pour le ministre, les inscriptions se font sur la base de l'offre et de la demande qui déterminent, en outre, les moyennes d'admission. En clair, plus il y a de demandes sur une filière, plus la note exigée est plus importante.

Divergences au gouvernement ?

En matière d'utilisation de la langue française dans le moyen et le secondaire pour mettre le futur étudiant qui suivra, une fois inscrit à l'uni-

versité algérienne, certaines matières techniques ayant un fort potentiel technologique comme la médecine notamment, en français, il est certain qu'une divergence ayant, sans doute, un soubassement idéologique est de mise au niveau des membres du gouvernement.

En réponse à notre question sur le souhait de la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit Remaoun, de voir certaines matières techniques enseignées en français dans le moyen et le secondaire pour mettre les futurs étudiants en phase avec l'université, voici la réponse de Hadjar «On m'a posé la même question il y a trois jours et ma réponse

ne réside pas dans l'utilisation de n'importe quelle langue. Pourquoi ? Même si je prends des filières qui sont enseignées en arabe, notamment les sciences sociales ou le droit comme exemple, les étudiants suivent leurs cursus en arabe de la première année du primaire jusqu'à la licence, or, nous faisons le même constat. Donc, ce n'est pas un problème de langue. Ce n'est pas en introduisant des terminologies en français ou en anglais qu'on va améliorer le niveau. Je ne suis pas certain», dira-t-il.

La filiation idéologique de chacun des deux ministres est-elle un point de divergence ?

Abachi L.

... Et en inspection à Bouira

En visite à Bouira pour la première fois depuis son investiture à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en mai 2015, M. Tahar Hadjar n'a pas caché sa grande satisfaction en découvrant surtout le pôle universitaire de l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, qui s'étale sur 54 hectares et qui abrite plusieurs Facultés et autres instituts dont l'institut de technologie, l'un des quatre instituts existants à l'échelle nationale et qui a été créé dans le cadre des relations bilatérales entre l'Algérie et la France.

Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) - M. Tahar Hadjar a visité d'abord l'ancien site de l'université de Bouira, qui s'étend sur 12 hectares et dans lequel il a eu à s'enquérir des conditions d'inscription des nouveaux bacheliers ; ceux-là mêmes qu'il a trouvés sur place et avec lesquels il s'est entretenu sur les conditions d'inscription. Des nouveaux bacheliers qui lui ont fait part de leur déception, pour certains d'entre-eux de voir leurs vœux, ou leurs premiers vœux non exaucés à cause des notes et du classement selon le nombre de places pédagogiques disponibles dans la filière.

Là, et à titre d'exemple, concernant l'École nationale supérieure de Kouba, à une étudiante qui lui faisait part de sa déception de n'avoir pas eu la chance d'y être retenue selon son choix, le ministre lui rappellera que pour l'ENS, au niveau national, le nombre de places disponibles est de 5000 alors que le nombre de demandes a dépassé les 60 000. Cela a créé une concurrence telle que même si au début, la note exi-

gée est comprise entre 14 et 16, le classement fera que ce sont les premiers 5 000 bacheliers qui ont obtenu une note proche du 15,99 sur 20 qui seront choisis.

Le ministre a détaillé à une autre étudiante le nombre de bacheliers par tranches de notes, en lui disant que ceux qui ont obtenu une note supérieure à 16 sont 8 000, ceux qui ont une note comprise entre 14 et 15, 99 sont au nombre de 90 000, etc. C'est dire combien il serait difficile, pour un étudiant qui aura une note de 12, 50, d'avoir ses chances pour une filière classée première dans son choix, et qui est ouverte à des dizaines de milliers de bacheliers qui ont une note comprise entre 12 et 13,99.

Concernant les recours, le ministre dira qu'ils sont traités par informatique, tout comme les inscriptions qui sont faites pour la première fois selon la méthode «Progress», basée sur des données biométriques du ministère de l'Intérieur et qui ont facilité la tâche aux nouveaux bacheliers pour leur inscription ; des bacheliers qui auront un numéro d'inscrip-



Photo : DR

Hadjar en compagnie des étudiants.

tion qui les suivra durant tout leur cursus LMD. En outre, M. Tahar Hadjar, et à une question d'un journaliste, rappellera qu'il y a trois sortes de recours qui sont recevables et dans lesquels l'étudiant aura gain de cause : il s'agit du cas où l'étudiant a été orienté vers une filière autre que celle qu'il avait choisie parmi les six qui lui sont proposées ; le deuxième recours est le cas où l'administration a fait une erreur dans sa note du bac et la troisième dans le cas où il a la note requise, mais il n'a pas été orienté selon son choix.

Cela étant et concernant la rentrée universitaire 2016-2017, le ministre, qui a inspecté les infrastructures existantes au niveau de l'université de Bouira ainsi qu'au niveau du pôle, avec l'existence de 6 Facultés et deux instituts et la réception durant cette année de 2 000 nouvelles places pédagogiques et 1 500 lits, l'université Akli-Mohand-Oulhadj devra accueillir 6641 nouveaux bacheliers issus de

Bouira, mais également de plusieurs autres wilayas, surtout pour certains instituts comme l'Institut de technologie dont il n'existe que quatre à l'échelle nationale.

Aussi, avec ces nouvelles inscriptions, l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira devra atteindre quelque 24 500 étudiants répartis sur 11 domaines, 33 filières, 124 spécialités dont 56 en licence et 68 en master.

Enfin et à la question qui revient à chacune des visites des ministres de l'Enseignement supérieur qui se sont succédé, à savoir la Faculté de médecine, M. Hadjar dira que la création d'une telle faculté doit obéir à un cahier des charges dont le plus important est l'existence d'un encadrement, d'un nombre suffisant d'enseignants et de professeurs et, enfin, d'infrastructures adéquates. Lorsque toutes ces conditions seront réunies, la création d'une Faculté de médecine sera une simple formalité pour le ministère.

Y. Y.